
POINTS DE VUE

Capitalisme et action collective dans l'œuvre de John Urry (I)

Septembre 2013

Le sociologue anglais John Urry est considéré comme une des autorités plaçant pour un « mobilities turn » (tournant des mobilités) en sciences sociales. Ses livres, *Sociology Beyond Societies : Mobilities for the Twenty-First Century* (2000, traduit en français sous le titre *Sociologie des mobilités : une nouvelle frontière pour la sociologie ?*, Armand Colin, 2005), *Mobilities* (2007) et *Mobile Lives* (2010) constituent des jalons essentiels dans le développement du tournant des mobilités et sont fréquemment cités dans de nombreux domaines de recherche. Cela étant, certains aspects importants de son travail sur les mobilités avaient été amorcés dans des analyses antérieures portant sur l'action collective et la restructuration du capitalisme. Ce billet de Café Braudel et le suivant seront consacrés à présenter cette dimension négligée du travail de John Urry de manière à élargir notre compréhension de sa pensée sur les vies mobiles et sur l'avenir des mobilités.

Un intérêt incessant porté à l'espace et aux relations sociales

Bien que John Urry ait passé toute sa vie dans une seule institution, sa pensée a toujours été en mouvement, notamment en fonction des transformations qui affectent le monde, des changements dans les débats universitaires ainsi que des collègues avec lesquels il a travaillé, comme Scott Lash, Phil Macnaughten, Elizabeth Shove, John Law, Bob Jessop et Kevin Hetherington, pour n'en nommer que quelques-uns. À une époque où les carrières universitaires tendent à être toujours davantage construites sur une spécialisation de plus en plus grande dans un seul domaine de recherche dans lequel on cherche à se faire un nom, l'évolution des centres d'intérêt de John Urry peut donner d'abord l'impression d'un vagabondage désordonné : la révolution, le pouvoir, le capitalisme, le régionalisme, la restructuration, les lieux, le tourisme, la sociologie environnementale, la globalisation, la théorie de la complexité, le changement climatique, le corps, la mobilité, la finance, le

théorie de la complexité, le changement climatique, le corps, la mobilité, la finance, le pétrole...

Les travaux de John Urry se prêtent à plusieurs lectures possibles, et l'on peut mettre ces différents sujets en relations de bien des façons. Quoi qu'il en soit, le lien entre l'espace et les relations sociales se révèle un thème essentiel tout au long des quarante années de sa carrière :

Pendant de nombreuses années, j'ai été fasciné par ce qu'on pourrait décrire comme la sociologie des lieux. Celle-ci s'est développée à partir de mon intérêt pour la façon dont les gens font effectivement l'expérience des relations sociales, aussi bien celles qui sont relativement immédiates que celles qui sont bien plus distantes, et de la façon dont elles interfèrent. (Urry, 1995, p. 1) [...] la sociologie (si l'on ne tient pas compte de sa spécialisation urbaine) a eu tendance à prêter une attention insuffisante et peu efficace au fait que les pratiques sociales obéissent à des schémas spatiaux, et que ces schémas influencent de manière fondamentale ces pratiques sociales. (Urry, 1995, p. 64)

À propos de la conception dominante de la société implicite chez les sociologues, il écrit :

Les sociétés étaient conçues de façon caractéristique comme endogènes, comme possédant leurs propres structures sociales qui n'étaient ni temporelles, ni spatiales. En outre, on considérait que les sociétés étaient isolées les unes des autres et que la plupart des processus de consensus normatifs, de conflits structurels ou de comportements stratégiques étaient pensés comme des processus internes à chaque société, dont les frontières correspondaient à celles des États-nations. (Urry, 1995, p. 3)

L'espace (et le temps) sont désormais des notions centrales en sociologie, mais, comme le montrent les citations précédentes, cela n'a pas été le cas pendant une grande partie du vingtième siècle. En Grande-Bretagne, ce fut en effet dans les années 1980 que ce qu'on a appelé le « spatial turn » a joué un rôle important dans les sciences sociales, en partie grâce à un certain nombre d'innovations intellectuelles, en partie sous l'effet d'évolutions de grande ampleur dans le monde. Dans *Social Relations and Spatial Structures* (1985), un livre qu'ils ont édité en collaboration et qui regroupe des spécialistes de géographie humaine et des sociologues de renom comme Doreen Massey, David Harvey, Anthony Giddens, Edward Soja et Nigel Thrift, Derek Gregory et John Urry évoquent ces vastes transformations :

[...] l'émergence de nouvelles structures spatiales de développement combiné et inégal, notamment du fait de l'internationalisation de la production et de la restructuration de la division spatiale du travail ; les changements de structuration et de signification des relations sociales, et la formation de mouvements sociaux, qu'il s'agisse de mouvements de classe ou non, dont un grand nombre s'appuie sur une base urbaine

ou régionale ; les transformations dans l'organisation temporelle et spatiale de la vie quotidienne dues aux profondes révolutions dans les transports, les communications et la micro-électronique ; et l'augmentation des pouvoirs des États pour assurer la surveillance de populations distantes et dispersées. Conséquence de ces changements, la structure spatiale est désormais considérée non plus seulement comme le terrain sur lequel se déploie la vie sociale, mais plutôt comme un instrument grâce auquel les relations sociales sont produites et reproduites. En ce sens, on peut sans doute dire que la géographie humaine et la sociologie ont à affronter un « problème d'ordre » commun (même s'il n'est guère classique). (Gregory et Urry, 1985, p. 3)

Cet intérêt porté aux relations entre l'espace et la société marque la plupart des écrits de John Urry sur le pouvoir, le capitalisme et l'action collective (depuis le début des années 1970), sur la restructuration économique, sociale et politique, notamment son importance pour les industries de service, et la relocalisation spatiale de ce qu'on appelle la « service class » (depuis le milieu des années 1980), et sur la culture, l'identité, la modernité et les voyages (dans les années 1990).

Le travail de John Urry s'élabore dans un dialogue permanent avec d'autres auteurs et d'autres travaux de recherche qui s'efforcent également de développer ce « spatial turn » dans les sciences sociales. Le « mobilities turn », qui fait l'objet des travaux d'Urry depuis une vingtaine d'années environ, est lui-même en quelque sorte une extension, ou une dimension particulière, du « spatial turn ».

Les travaux de John Urry à la fin des années 1980 et au cours des années 1990

Pour comprendre de quelle manière, entre autres, John Urry a contribué à ces débats, on peut se concentrer sur deux de ses ouvrages : *The End of Organized Capitalism* (1987) et *Economies of Signs and Space* (1994). Certains considèrent qu'il s'agit là des plus importants livres d'Urry en ce qui concerne la profondeur et la complexité du propos, et que tous deux représentent des apports décisifs aux débats sur la globalisation.

Mais pourquoi ne pas commencer plutôt par *Sociology beyond Societies*, publié ultérieurement, en 2000, où il propose explicitement un manifeste pour une sociologie du xxe siècle reposant sur les « mobilités » ? Il y a plusieurs raisons à cela.

Tout d'abord, ces deux livres illustrent une rupture significative dans l'approche du social par Urry. *The End of Organized Capitalism* est une étude transnationale, un exemple de ce qu'Ulrich Beck aurait appelé un « nationalisme méthodologique ». *Economies of Signs and Space*, en revanche, est un essai, dont bien des aspects sont encore valables et instructifs vingt ans après, pour développer une « sociologie des flux globaux ». C'est là un

changement décisif dans l'approche analytique qui implique aussi un changement dans la façon de concevoir la recherche. En se penchant sur ces deux ouvrages en même temps, on voit plus clairement pourquoi Urry considère le tournant des mobilités comme un nouveau paradigme, ce qui a suscité chez certains le désaccord ou l'incompréhension.

En second lieu, on peut ainsi voir plus clairement l'importance accordée au rôle de la distance dans l'action collective et, plus généralement, dans les relations sociales. À un niveau important, la sociologie des mobilités proposée par Urry peut être conçue comme ayant été inspirée par une « société civile globale » (ou, comme il l'a formulé plus récemment, une « société civile à faible taux de carbone ») qu'elle s'efforce de comprendre et dont elle encourage le développement. Dans cette perspective, ces deux livres présentent une continuité avec ses travaux antérieurs sur l'action collective, le pouvoir et le capitalisme (voir *Reference Groups and the Theory of Revolution*, 1973, et *The Anatomy of Capitalist Societies*, 1981).

Une troisième raison, étroitement liée à celle qui précède, est que l'on peut apprécier plus clairement le lien entre la subjectivité, l'inégalité et la mobilité, un thème traité de nouveau plus longuement dans *Mobilities* (2007) ainsi que dans son ouvrage plus récent, publié en collaboration avec Anthony Elliott, *Mobile Lives* (2010).

En quatrième lieu, malgré le manque d'intérêt porté dans bien des études sur les mobilités aux questions de gouvernance et d'économie politique, ces deux livres montrent que la genèse de la pensée d'Urry sur les mobilités est à mettre en relation avec la restructuration du capitalisme occidental. Cela est important pour comprendre ses derniers travaux sur la délocalisation et l'énergie. Si, à la fin des années 1980, Urry distingue trois phases du capitalisme (comme on le verra plus loin), « libéral », « organisé » et « désorganisé », il parle dans ses ouvrages récents d'un capitalisme « post-désorganisé » ou « capitalisme de ressources ».

La thèse de la « fin du capitalisme organisé »

The End of Organized Capitalism est l'une des premières analyses, et des plus pertinentes, de l'interconnexion des processus économiques et sociaux aux niveaux local, national et international qui a engendré ce que l'on appelle aujourd'hui la globalisation.

La thèse de la « fin du capitalisme organisé » repose sur un modèle d'évolution des sociétés capitalistes en trois étapes. Lash et Urry affirment qu'à la fin du xix^e siècle, la plupart des sociétés des pays de l'Atlantique nord étaient dominées par un « capitalisme libéral » caractérisé par des petites entreprises locales, une faible organisation du travail et un interventionnisme étatique très limité. Dans le capitalisme libéral, « la circulation des

différentes sortes de capital s'effectuait plus ou moins à un niveau local ou régional, avec souvent relativement peu d'intersections ou de chevauchement ».

Cela allait changer au xxe siècle, particulièrement au cours de l'entre-deux-guerres. Pendant cette époque et jusqu'aux années 1960-1980, le capitalisme devint hautement organisé dans la mesure où l'État, les entreprises et le monde du travail s'efforcèrent de contrôler les processus économiques sur une échelle nationale. Dans cette période de « capitalisme organisé »,

l'argent, les moyens de production, les biens de consommation et la force de travail se mirent à circuler de manière plus importante sur une échelle nationale. Les sociétés développées assistèrent à l'apparition de la grande entreprise bureaucratique, intégrée verticalement et parfois horizontalement au niveau national. S'y ajoutèrent le remplacement de syndicats de métier à ancrage local par des syndicats d'industrie dont les bases territoriales s'étendaient jusqu'aux dimensions du pays. Les marchés de biens et de capitaux, voire les marchés du travail prirent de l'importance sur tout l'ensemble des économies nationales. (Lash and Urry 1994: 2)

Cette forme de capitalisme a créé les conditions de sa propre transformation, qui s'est produite suivant trois processus parallèles que Lash et Urry décrivent comme les processus d'internationalisation, de décentralisation et enfin, de croissance de la « service class ».

- Processus d'internationalisation : cela comprend les processus qui ont transformé les sociétés nationales « par le haut », comme l'apparition de groupes industriels et de groupes financiers internationaux (formation de nouveaux circuits financiers indépendants de l'industrie), lesquels opèrent de plus en plus hors de la sphère d'influence des différents États-nations.
- Processus de décentralisation : il s'agit de processus qui ont affaibli les sociétés nationales « par le bas », comprenant les changements géographiques de la production industrielle et des modèles d'habitation, le déclin des organisations de masse (par exemple les syndicats), l'attrait croissant exercé par les politiques identitaires et locales et leur renforcement (politiques distinctes des intérêts et des conflits de classe et nationaux).
- Croissance de la « service class » : l'augmentation quantitative et l'influence politique de la « service class » (composée de ceux qui travaillent dans le secteur public, des professions et des postes de cadre et de direction, des industries créatrices, etc.) a joué un rôle essentiel dans la transformation des sociétés depuis l'intérieur.

Vers la fin du xxe siècle, le résultat de ces processus a été l'apparition d'un « capitalisme désorganisé ». Ce stade du capitalisme est caractérisé par une orientation vers une « décentralisation et une déterritorialisation des États-nations, la formation d'un capitalisme

deconcentration du capital dans le cadre des États-nations, la separation des banques, des industries et de l'État, et la redistribution des relations de production et des modèles d'habitation liés à l'appartenance de classe ». Dans ce contexte, « les circuits suivis par les biens, le capital productif et l'argent s'étendent qualitativement pour devenir internationaux en termes de croissance du commerce global, des investissements directs à l'étranger et des mouvements financiers mondiaux. Ces phénomènes ont surtout eu lieu dans les années 1980 ».

En s'appuyant sur cette périodisation comme sur un modèle idéal, Lash et Urry étudient l'évolution du capitalisme dans cinq pays différents : les États-Unis d'Amérique, le Royaume-Uni, la France, l'Allemagne et la Suède. Aucune autre étude n'avait encore considéré ces trois processus dans leurs interrelations et dans une perspective transnationale. Les auteurs examinent comment, dans ces sociétés, ces processus se sont déroulés à des moments différents, et comment ils se sont combinés de différentes manières, donnant lieu à des voies de développement spécifiques pour chacune de ces sociétés.

L'action collective et le rôle essentiel des dynamiques spatiales

Il est important de relever le caractère central que ce discours accorde aux dynamiques spatiales de ces processus. La citation qui suit est assez longue, mais il vaut la peine de la lire dans son intégralité pour apprécier d'une part les points communs et les différences entre ce livre et *Economies of Signs and Space*, publié sept ans plus tard, en 1994, et de l'autre, l'importance de la question de la « distance » dans la vie sociale :

Si le processus d'organisation impliquait la concentration spatiale des moyens de production, de distribution et de reproduction sociale, la désorganisation a signifié une dispersion ou une déconcentration de tout cet éventail de relations sociales. Cette dispersion spatiale a été traduite en termes de déclin non seulement des villes, mais aussi des « régions » et des États-nations. Elle comprend premièrement un processus de déconcentration spatiale de divers processus de production dans le cadre des grandes entreprises d'aujourd'hui. Deuxièmement, un processus de désurbanisation des moyens de production, non seulement en direction des banlieues et des filiales du Tiers Monde, mais aussi de la campagne dans le monde industrialisé. En troisième lieu, la désurbanisation des fonctions exécutives et des capitaux commerciaux. Quatrièmement, la déconcentration résidentielle des forces de travail, de la classe laborieuse elle-même. Enfin, la croissance des établissements à haute concentration en capital – dans l'industrie, le commerce et les services – et le déclin correspondant du nombre d'employés par lieu de travail qui a eu pour résultat une déconcentration spatiale du travail ouvrier. Une des conséquences primordiales de toutes ces transformations spatiales (et cela constitue pour nous le facteur explicatif essentiel du capitalisme désorganisé, même s'il n'en est pas, en fin de compte, la cause

déterminante) est le déclin des capacités de la classe ouvrière. Les « capacités d'une classe » ne sont pas seulement une question de taille numérique de la classe sociale en question, mais des ressources dont elle dispose en termes d'organisation et de culture. Non seulement la taille de la classe ouvrière, et en particulier de son « noyau dur », a décliné dans le capitalisme désorganisé, mais la dispersion spatiale a signifié le bouleversement des réseaux de communication et d'organisation, en conséquence d'une diminution importante des ressources de classe. Si les capacités de classe du prolétariat ont diminué dans le capitalisme désorganisé, la taille et les ressources de la catégorie sociale des cadres et professions intellectuelles supérieures, ou « service class », se sont énormément accrues. [...] La croissance de la « service class », qui a eu lieu d'abord, et de la façon la plus dramatique, aux États-Unis, n'a pas été simplement fonction de l'accumulation du capital (même si elle l'a aussi été), mais le produit d'ingénieurs, de directeurs, de planificateurs, d'assistants sociaux, etc., qui ont créé un espace pour leur propre formation de classe grâce à l'expansion des universités et des associations professionnelles (ressources en organisation) et au développement de discours justifiant leur position en termes d'éducation supérieure et de compétence spécialisée (ressources culturelles). La « service class » a été dans ce processus, en partie comme cause, en partie comme effet, un facteur considérable pour la croissance de l'éducation supérieure dans le capitalisme désorganisé. Notre thèse est ici que la « service class », qui est un effet ou une excroissance du capitalisme organisé, a été par la suite, en grande partie à cause de son auto-formation, un facteur important et moteur dans le processus de désorganisation du capitalisme. Notre démonstration comparative repose en grande partie sur l'époque de l'apparition et sur la taille de la « service class » – c'est pourquoi notre discussion sera surtout consacrée au cas américain – et en grande partie sur l'équilibre différent dans les divers pays entre le secteur privé et le secteur public au sein de cette classe. (1987, p. 10-11, je souligne)

Dans cette analyse, un rôle de premier plan pour expliquer la désorganisation de la société civile est accordé d'abord aux effets des mutations économiques sur la structure de la population active (croissance de la « service class » et déclin de la classe ouvrière en termes d'emplois et de mentalité de classe), et ensuite aux effets de la dispersion spatiale des forces de travail sur leur capacité à s'organiser.

L'organisation de la société civile est un sujet que la recherche sur les mobilités a négligé mais qui reste un des centres d'intérêt de John Urry. On en a un exemple à la fin de son livre *Sociology beyond Societies*, où il relève le lien étroit entre les mobilités comme programme de recherche et la croissance d'une société civile globale :

[...] sur cette scène publique médiatisée apparaissent bien des groupements sociaux, développant de manière partielle, imparfaite et contingente une sorte de société civile globalisée. [...] Et c'est cette série de transformations sociales qui constitue la base sociale de cette sociologie des mobilités que j'ai élaborée dans ce livre. Il faut espérer que la base sociale d'une « société civile globale » et de la « sociologie des mobilités » qui en résulte en viendra à occuper des positions puissantes dans les paysages et les

flux qui sont en train de reconstituer les domaines globaux complexes qui émergent au xxi^e siècle. (Urry, 2000, p. 211)

Ce caractère central de la société civile est de nouveau évident dans les analyses les plus récentes que fait Urry de l'avenir du pétrole et des sociétés à faible émission de carbone. Dans son livre *Societies Beyond Oil: Oil Dregs and Social Futures*, il place ses espoirs en un avenir civilisé, vivable, dans « un large éventail de groupes et d'organisations faisant des expériences conceptuelles et pratiques avec de nombreuses alternatives à faible émission de carbone » (2013, p. 237). Urry remarque que

l'émergence d'une « société civile à faible émission de carbone » est le produit de dizaines de milliers d'expériences, de groupes, de réseaux, de prototypes, de laboratoires, de scientifiques, d'universités, de concepteurs et d'activités. Nombre d'entre eux impliquent de nouvelles connexions entre les pratiques à faible émission de carbone développées dans le monde entier, en partie grâce aux nouveaux univers numériques, y compris le vaste marché des applications (App). Cette société civile à faible émission de carbone prépare aux changements à venir et essaie de limiter les processus en cours, de manière à en rendre les résultats éventuels moins désastreux. Elle contribue à réaliser des préparatifs et des précautions dans un monde d'ignorance et d'incertitudes à l'égard de ce qui va, ou pourrait, ou devrait fonctionner. (Urry, 2013, p. 237).

Si *The End of Organized Capitalism* présentait des perspectives plutôt sombres pour une action collective, et si *Economies of Signs and Space*, comme quelques autres textes sur la globalisation publiés au début des années 1990 (voir Appadurai, 1990), était (au moins légèrement) moins pessimiste, notamment du fait de la capacité à entretenir une société civile cosmopolite que l'on attribuait aux nouveaux réseaux de communication et de transport, son ouvrage le plus récent paraît de nouveau moins optimiste. Dans *Societies Beyond Oil*, Urry se demande si l'émergence d'une « société civile à faible émission de carbone » peut prendre suffisamment de force pour s'opposer avec succès à l'immense pouvoir des industries du carbone et du monde financier avec leur capacité à faire obstacle à une mutation vers des sociétés et des économies à faible émission de carbone.

Ces pouvoirs [des industries du carbone et de la finance] sont d'une telle ampleur et se développent avec une puissance motrice si redoutable qu'il n'existe pas de sorciers capables de comprendre les pouvoirs déchaînés par la finance ni de lutter contre eux. Ils ne pourraient certainement pas le faire à temps et sur une échelle suffisante à travers le monde. Eu égard à cette dictature de la finance globale [...] qui a joué un si sombre rôle dans la Grande Crise Financière, il est probable que nous allions vers d'autres avenir plus sombres encore. (Urry 2013, p. 238-9)

Ce billet a étudié l'intérêt porté par Urry à l'espace et aux relations sociales. Il a présenté son

ouvrage, *The End of Organized Capitalism*, en soulignant comment l'action collective a été et continue à être une préoccupation constante de son œuvre. Le prochain billet de Café Braudel continuera à discuter l'œuvre de John Urry en se penchant sur *Economies of Signs and Space*, un livre qui étend les analyses amorcées dans *The End of Organized Capitalism* mais qui marque également une rupture importante dans l'étude du social.

Bibliographie

Appadurai, A. (1990) Disjuncture and difference in the global cultural economy, *Theory, Culture and Society*, 7: 295-310.

Elliott, A. and Urry, J. (2010) *Mobile Lives*. London, Routledge.

Gregory, D. and Urry, J. (1985) *Social Relations and Spatial Structures*. London, Macmillan.

Urry, J. (1987) *The End of Organized Capitalism*. Oxford, Polity.

Urry, J. (1994) *Economies of Signs and Space*. London, Sage.

Urry, J. (1995) *Consuming Places*. London, Routledge.

Urry, J. (2000) *Sociology Beyond Societies*. London, Routledge.

Urry, J. (2007) *Mobilities*. Oxford, Polity.

Urry, J. (2013) *Societies Beyond Oil*. London, Zed.

Thématiques associées :

MODES DE VIE

POLITIQUES

THÉORIES
